

Brochure n° 3277

**Convention collective nationale**

IDCC : 2310. – **ENTREPRENEURS DE SPECTACLES,  
ARTISTES DRAMATIQUES, LYRIQUES,  
CHORÉGRAPHIQUES, MARIONNETTISTES,  
DE VARIÉTÉS ET MUSICIENS**  
**(3<sup>e</sup> édition. – Décembre 2004)**

**AVENANT DU 16 JUIN 2005**  
**PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS**

NOR : *ASET0550997M*  
IDCC : 2310

L'article 11 est désormais rédigé comme suit :

**Article 11**

*Contrat à durée déterminée d'usage*  
*Respect des mentions obligatoires (art. L. 122-3-1 du code de travail)*

Conformément à l'article L. 122-3-1 du code du travail, les entrepreneurs auront recours au contrat à durée déterminée d'usage, selon les dispositions prévues à cet article, ainsi que celles définies par l'accord interbranche sur le recours au CDD d'usage dans le spectacle, étendu par arrêté du 21 mai 1999. Les emplois visés par le présent alinéa sont ceux figurant à l'annexe Salaires à la convention collective.

Le contrat de travail à durée déterminée doit être établi par écrit et comporter la définition précise de son motif ; à défaut, il est réputé conclu pour une durée indéterminée.

Le contrat doit obligatoirement comporter :

1. Le nom et la qualification du salarié.
2. La désignation de l'emploi occupé, étant entendu qu'il devra être assuré personnellement par le signataire.

3. S'il y a lieu, le ou les rôles pour lesquels l'artiste est engagé ; il est également fait mention, pour chaque spectacle, du titre de l'œuvre, du nom du metteur en scène pressenti, du spectacle pour lequel l'artiste a été engagé (cet alinéa ne concerne pas les artistes de variétés et les musiciens).

4. L'objet particulier du contrat et l'indication de son terme par une date ou l'intervention d'un fait déterminé :

Les dates de début et de fin de tournée, avec un battement de :

- 3 jours pour moins de 2 semaines de tournée ;
- 7 jours pour 2 à 4 semaines de tournée ;
- 10 jours pour 1 à 2 mois de tournée ;
- 15 jours pour plus de 2 mois de tournée.

5. Le nombre de représentations garanties et de la période réservée aux répétitions.

6. Le montant du cachet de représentation ou du salaire mensuel.

7. Les modalités d'attribution de l'indemnité journalière de déplacement ou de prise en charge des frais professionnels.

8. L'intitulé de la convention collective.

9. Le nom et l'adresse de la caisse de retraite complémentaire ainsi que, le cas échéant, ceux de l'organisme de prévoyance.

10. Pour les musiciens, il sera également fait mention de la période réservée aux balances. La représentation comprend la balance qui ne peut être supérieure à 2 heures. En aucun cas, la balance n'est un filage ou un service de répétition.

11. Toute prolongation fera l'objet d'un avenant au contrat dans des conditions de rémunération au moins égales aux conditions initiales.

12. Une clause d'essai pourra être insérée dans le contrat conformément à l'article 13.

Le contrat de travail doit être transmis ou remis au salarié, au plus tard le 1<sup>er</sup> jour de l'exécution du contrat.

L'article 13 est désormais rédigé comme suit :

### Article 13

*(Art. L. 122-3-2 du code du travail)*

Le contrat de travail à durée déterminée peut comporter une période d'essai. La période d'essai ne peut excéder une durée calculée à raison de 1 jour par semaine, dans la limite de 2 semaines lorsque la durée initialement prévue du contrat est au plus égale à 6 mois et de 1 mois dans les autres cas.

Lorsque le contrat ne comporte pas de terme précis, la période d'essai est calculée par rapport à la durée minimale du contrat.

Cette clause d'essai est d'une durée maximale de 5 services de 4 heures, soit :

- pour 1 semaine : 2 services (le même jour) ;
- pour 2 semaines : 4 services (sur 2 jours) ;
- pour 3 semaines et plus : 5 services (sur 3 jours).

Après l'expiration de ce délai, suivant la première répétition, si aucune des 2 parties n'a fait connaître par lettre recommandée à l'autre partie sa décision de résiliation, le contrat devient définitif.

Pour les musiciens de plateau, la période d'essai ne peut s'étendre sur plus de 2 répétitions dans une amplitude ne pouvant excéder 1 semaine. Si dans ce délai aucune des parties ne signifie à l'autre sa décision de résiliation, le contrat devient définitif.

L'article 24 est désormais rédigé comme suit :

#### Article 24

Le temps de repos quotidien ne peut être inférieur à 11 heures consécutives selon les dispositions de l'article L. 220-1 du code du travail. Toutefois, en regard de la spécificité des activités de spectacle en tournée, le temps de repos quotidien pourra être réduit au minimum prévu par la loi, soit 9 heures (art. D 223-3 du code du travail).

Dans ce cas, des temps de repos compensateur seront prévus par l'entrepreneur.

En cas d'impossibilité de la prise effective du repos compensateur, et conformément à l'article D. 220-7 (Repos ou contrepartie équivalente), l'artiste recevra une indemnité compensatrice équivalente à 1 demi-cachet, calculé sur la base du cachet minimal le plus élevé de la catégorie de son emploi (colonne 1 à 7 représentations de l'annexe Salaires).

L'entrepreneur ne peut pas prévoir plus de 9 heures de voyage (arrêts compris) entre 2 représentations, par durée de 24 heures, sous réserve de 4 dérogations non consécutives par mois. Avant chaque représentation, les artistes disposeront d'un temps de préparation personnel d'au moins 1 heure, en plus du temps normal de restauration. L'artiste musicien doit pouvoir, sauf circonstances exceptionnelles, se reposer au moins 1 heure avant le concert.

L'article 27 est désormais rédigé comme suit :

#### Article 27

L'artiste s'engage à rejoindre la tournée par ses propres moyens dans le cas où il manquerait, par sa faute, le départ indiqué par le billet de service.

L'entrepreneur pourra demander réparation du préjudice subi du fait des frais supplémentaires engagés liés à son retard.

Le cas échéant l'entrepreneur se réserve le droit de saisir les tribunaux compétents afin d'obtenir réparation du préjudice subi si la représentation est supprimée par suite de son retard ou de son absence.

L'article 44 est désormais rédigé comme suit :

#### Article 44

Toutes les répétitions sont systématiquement déclarées et rémunérées. Le cachet de répétition est un cachet journalier indivisible, fixé au même mon-

tant, qu'il y ait 1 ou 2 services de répétitions de 4 heures dans la même journée. Ce cachet de répétition est revalorisé chaque année et figure à l'annexe Salaires.

Pour les artistes recevant un cachet de représentation égal ou supérieur à 200 % du salaire minimum le plus élevé de la grille des salaires, la rémunération des répétitions de l'artiste qui sont déclarées et payées à échéance normale, sera incluse dans le montant des cachets de représentations.

Pour les musiciens, les jours de répétition seront rémunérés comme salaires sur la base définie en annexe.

Une journée de répétition artistes et musiciens seuls ne peut dépasser 2 fois 3 heures par jour. Une journée de répétition artistes/musiciens/techniciens ne peut dépasser 2 fois 4 heures par jour.

L'article 46 est supprimé.

L'article 54 est désormais rédigé comme suit :

#### Article 54

Sauf accord des parties, le contrat à durée déterminée ne peut être rompu avant l'échéance du terme qu'en cas de faute grave ou de force majeure (art. L. 122-3-8 du code du travail).

Il peut toutefois, par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, être rompu à l'initiative du salarié lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée. Sauf accord des parties, le salarié est alors tenu de respecter une période de préavis dont la durée est calculée à raison de 1 jour par semaine compte tenu de la durée totale du contrat, renouvellement inclus, si celui-ci comporte un terme précis, et dans les 2 cas, dans une limite maximale de 2 semaines.

L'entrepreneur aura la faculté de résilier ou de suspendre l'engagement dans les cas suivants :

a) Tous les cas de force majeure.

Il est entendu que, si le cas de force majeure ne joue qu'une fraction de la durée de la tournée prévue au contrat, l'engagement ne sera que suspendu et qu'il reprendra effet dès la cessation de la cause ayant provoqué l'arrêt des représentations pour le nombre de représentations restant à donner. Pendant la période d'interruption, les artistes auront droit au paiement de l'indemnité de déplacement stipulée dans leur engagement, sauf dans le cas où l'entrepreneur ferait rentrer la troupe à son point de départ pendant cette même période de l'interruption.

b) En cas de déficience physique ou mentale dûment constatée portant préjudice à la qualité de la représentation, ivresse manifeste, scandale établi, inexactitude réitérée de l'artiste au cours des répétitions ou des représentations, en cas d'infraction prévue à l'article 55 ci-après, sous réserve des indemnités ou des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

c) Dans le cas où l'artiste manquerait plus de 3 répétitions sans excuse valable et sans autorisation de l'entrepreneur.

Si, en cours de tournée, son contrat se trouve résilié conformément aux dispositions ci-avant, l'artiste pourra demander son retour au point de départ, ainsi que celui de ses bagages en grande vitesse, aux frais de l'entrepreneur. Si ce voyage était retardé, l'artiste aurait droit à son indemnité de déplacement.

L'article 58 est désormais rédigé comme suit :

#### Article 58

##### *Commission paritaire nationale de conciliation et d'interprétation*

Il est créé une commission nationale de conciliation et d'interprétation, afin de :

- examiner tout conflit collectif qui pourrait surgir à l'occasion de l'interprétation d'une clause de la présente convention ;
- étudier tout litige individuel résultant de l'application de la présente convention si aucune solution n'a été apportée au plan de l'entreprise ;
- formuler un avis sur l'interprétation de la présente convention.

La commission pourra entendre les parties en conflit.

Les compétences conférées à cette commission n'excluent en aucune façon les voies de recours directes auprès des instances judiciaires.

Chaque organisation syndicale représentative peut saisir le président de la commission, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commission de conciliation désignera un président et un secrétaire. Le président devra être alternativement employeur ou salarié. Le secrétaire est choisi parmi les représentants des employeurs. Elle devra se prononcer dans le délai de 1 mois sur les cas qui lui auront été soumis.

Les décisions de la commission de conciliation sont prises à l'unanimité.

Les travaux de la commission font l'objet d'un procès-verbal.

La commission est nécessairement paritaire, toutes les organisations syndicales représentatives étant convoquées.

Fait à Paris, le 16 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Syndicat national des entrepreneurs de spectacles (SNES).

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération communication et culture CFDT ;

Syndicat des artistes des professions de l'animation et de la culture (SNAPAC) CFDT ;

Fédération du spectacle et de la communication (UNSA) ;

Syndicat indépendant des artistes-interprètes (SIA) ;

Fédération française des syndicats de la communication, écrite, graphique, du spectacle et de l'audiovisuel (FFSEGSA) CFTC ;

Union nationale des interprètes et cadres de création des arts du spectacle (UNICAS) CFTC ;

Fédération de la culture, communication et spectacle CFE-CGC ;

Syndicat national des artistes et des professions du spectacle (SNAPS) CFE-CGC.